

TCHAD**3 morts et 56 blessés dans deux attentats-suicides**

Deux attentats-suicides ont fait hier trois morts et 56 blessés dans deux localités tchadiennes de la région du lac Tchad, cible régulière d'attaques des islamistes nigériens de Boko Haram, a-t-on appris hier de source sécuritaire.

La première attaque a visé la localité de Guié, où un kamikaze circulant à moto s'est fait exploser, tuant une personne et en blessant 32, a indiqué à l'AFP un officier des services de sécurité sous couvert d'anonymat. Un deuxième attentat-suicide a fait deux morts et 24 blessés dans le village de Miterine, a ajouté cette source.

La région du lac Tchad est placée sous le régime de l'état d'urgence pour tenter de contrer les attaques de Boko Haram, qui a rallié l'organisation de l'Etat islamique (Daesh), et qui a fréquemment recours aux attentats-suicides, au Nigeria, au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Ces attaques sont de plus en plus souvent perpétrées par des adolescentes ou des femmes.

Les marchés, lieux de vie par excellence sur le continent africain, sont régulièrement pris pour cible.

Pour contrer les kamikazes, le Tchad a interdit le port du voile intégral sur l'ensemble de son territoire, ce vêtement servant régulièrement à dissimuler des ceintures d'explosifs.

Au Cameroun voisin, les autorités ont aussi banni le port du voile intégral dans plusieurs régions.

Depuis que les islamistes nigériens ont commencé à attaquer le territoire camerounais en 2013, quelque 1.200 personnes — dont 67 militaires et trois policiers — ont été tuées dans des attaques et des attentats dans la région de l'extrême nord, selon un bilan publié début janvier par le gouvernement camerounais.

Au Nigeria, l'insurrection de Boko Haram et sa répression ont fait au moins 17.000 morts et plus de 2,5 millions de déplacés depuis 2009.

Le lac Tchad est partagé entre le Nigeria, le Niger, le Cameroun et le Tchad. Même si sa superficie se réduit d'année en année en raison du réchauffement climatique, il abrite une multitude d'îles et îlots.

LIBYE**Rencontre inattendue entre le chef du gouvernement d'union et le général Haftar**

Le Premier ministre désigné du gouvernement d'union en Libye, Fayez El-Sarraj, a rencontré samedi le général controversé Khalifa Haftar, chef des forces loyales aux autorités reconnues internationalement, pour discuter du conflit politique.

Cette rencontre, qui n'avait pas été annoncée, s'est déroulée à Al-Marj (est) en présence de plusieurs membres du gouvernement d'union nationale, a indiqué un communiqué publié sur la page officielle du conseil de présidence sur Facebook.

Elle intervient alors que M. Sarraj doit proposer dans les prochains jours une nouvelle composition de son gouvernement, plus restreinte que celle qui a été rejetée lundi dernier qui comptait 32 ministres.

La réunion «s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres» qui permettent à M. Sarraj de prendre connaissance des «opinions, craintes et inquiétudes des parties influentes dans la crise» politique qui sévit depuis plus d'un an et demi, poursuit le communiqué.

Les députés du Parlement reconnu craignent une remise en cause de la prééminence du général Haftar, qui s'est imposé comme le commandant des forces des autorités basées dans l'est du pays.

Sa mise à l'écart est l'une des conditions posées par les autorités rivales, celles du Congrès général national (CGN), installées depuis l'été 2014 à Tripoli.

Selon le communiqué, M. Sarraj souhaite soumettre une proposition «réaliste» basée sur «la réalité du terrain» afin d'atteindre un consensus qui est censé être le ciment du gouvernement d'union.

Le Premier ministre désigné s'est en outre entretenu avec le général Haftar des moyens «pour tenter de trouver une solution pratique à la guerre qui se déroule à Benghazi», à 1.000 km à l'est de Tripoli.

Depuis l'été 2014, M. Haftar commande l'opération Karama (Dignité) dans l'est libyen contre des groupes qu'il a qualifiés de «terroristes» à Benghazi, fief de nombreuses milices islamistes lourdement armées.

Réagissant hier à cette rencontre, le chef de la mission de l'ONU en Libye, Martin Kobler, a estimé sur Twitter que «parler ne peut jamais être une violation de l'accord politique libyen car seul le dialogue politique peut faire progresser».

M. Kobler avait exprimé mercredi l'"impatience" de la communauté internationale face à l'incapacité des acteurs politiques libyens à sceller une réconciliation, soulignant qu'elle favorisait «l'expansion militaire» des jihadistes du groupe Etat islamique.

Cette rencontre a cependant été critiquée par un membre du conseil présidentiel, Ahmed Miitig, selon lequel M. Sarraj a agi seul et n'a pas averti ce conseil de son intention d'aller rendre visite à Haftar.

«Jusqu'à très tard le soir, nous

étions en contact avec (...) M. Sarraj, mais il a omis de nous informer ou prévenir de son intention d'effectuer cette visite», a-t-il dit sur sa page Facebook hier.

Ce vice-Premier ministre estime que «la visite que (Sarraj) a effectué ne représente que lui. Elle ne reflète aucunement ni l'opinion ni l'orientation du conseil présidentiel».

A Paris, le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a estimé hier «urgent» de trouver une solution politique à la crise libyenne. «Je suis très inquiet sur la Libye, depuis septembre 2014. Ils (les combattants de Daesh) sont là, sur près de 300 kilomètres linéaires de côtes, et ils se répandent. Et ils sont à 350 kilomètres de Lampedusa», a-t-il ajouté.

Depuis Syrte, ville qu'il contrôle, le groupe extrémiste armé a mené depuis le 4 janvier plusieurs attaques contre les ports et terminaux du «croissant pétrolier», particulièrement ceux de Ras Lanouf et Al-Sedra.

POURPARLERS SUR LA SYRIE**L'opposition campe sur ses positions, le processus s'annonce difficile**

Les pourparlers sur la Syrie à Genève s'annoncent difficiles, la délégation de l'opposition campant sur ses positions même si elle est pressée par l'ONU d'entrer dans des discussions indirectes avec le gouvernement pour mettre fin au conflit qui déchire la Syrie depuis 2011.

Des représentants des protagonistes de la crise étaient à Genève dimanche, mais à peine arrivée samedi soir, la délégation du principal groupe de l'opposition, essentiellement islamiste qui avait hésité pendant quatre jours de réunion à Ryadh avant d'accepter de venir en Suisse, sous la pression internationale, notamment des Etats-Unis, a prévenu qu'elle quitterait les discussions si ses conditions n'étaient pas prises en compte.

«Nous n'entrerons pas dans les négociations avant l'annonce de décisions qui garantiront la levée des sièges et l'arrêt des bombardements des civils», a répété un porte-parole du Haut Comité des négociations (HCN, opposition), Riad Naasan Agha, à son arrivée. Il a également mentionné comme condition la libération de détenus, dont l'opposition a commencé à dresser une liste.

Le groupe d'opposition, qui a boycotté l'ouverture de pourparlers de paix vendredi, a dépêché trois émissaires en Suisse, mais «sans mandat de négociateur».

Les membres de cette délégation sont Salem al-Meslet, Monzer Makhous, Naasan Agha, qui figurent parmi les porte-parole du HCN.

Plusieurs responsables de l'opposition ont expliqué que la décision de participer aux pourparlers de Genève avait été prise après avoir obtenu des garanties sur l'application des mesures humanitaires prévues par la résolution 2254.

La délégation du HCN, composée de politiques et de représentants des groupes armés sur le terrain, doit

s'entretenir dimanche avec l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, aux manettes depuis 2014, après l'échec d'un précédent round de négociations intersyriennes en Suisse.

Le diplomate italo-suédois, qui a déjà échangé vendredi avec une délégation du gouvernement de Damas, espère amener la délégation du gouvernement et celle de l'opposition à entrer dans un processus de discussions indirectes, avec des émissaires faisant la navette entre les deux.

La délégation du gouvernement syrien, arrivée dès vendredi à Genève et menée par l'ambassadeur syrien à l'ONU Bachar al-Jaafari, ne s'est pas exprimée en public. Les représentants du gouvernement ont rencontré M. de Mistura pendant deux heures vendredi, et selon ce dernier, ont «soulevé la question du terrorisme».

La Syrie est devenue avec la guerre une «terre de jihad», et la menace terroriste est pour la communauté internationale incarnée par le groupe terroriste

Mais pour le gouvernement syrien, tous les rebelles sont considérés comme des terroristes.

C'est sur cette question qu'avaient déjà échoué les pourparlers de Genève en 2014, le gouvernement syrien faisant de la lutte contre le «terrorisme» sa priorité.

Par ailleurs, le sort du président Bachar al-Assad, dont l'opposition et ses soutiens (de pays du Golfe) réclament le départ au début du processus de transition, ne peut évidem-

ment pas faire l'objet de discussions pour des représentants mandatés par le président syrien.

Pour leur part, les grandes puissances, directement touchées par les répercussions du conflit syrien, menace terroriste et crise des réfugiés, espèrent que les Syriens parviendront à s'entendre. Mais l'ampleur du fossé séparant les deux parties et leurs alliés suscite peu d'espoirs à court ou moyen terme, selon les observateurs.

Des responsables kurdes qui se trouvaient à Genève pour prendre part aux discussions sur la Syrie, ont finalement quitté la Suisse, l'ONU ayant renoncé à les convier, ont indiqué samedi des sources kurdes.

Le chef du principal parti kurde syrien PYD, Saleh Muslim, et ses conseillers, arrivés la semaine dernière à Genève, sont partis vendredi soir, selon une de ces sources.

«Sans nous, le processus connaîtra le même sort que les précédentes discussions», a ajouté cette source, en référence à l'échec de discussions intersyriennes en 2014 en Suisse.

Ilham Ahmad, co-présidente du Conseil démocratique syrien (CDS), une alliance d'opposants kurdes et arabes, a également indiqué avoir quitté la Suisse, faute d'invitation aux discussions.

La participation ou pas des Kurdes aux négociations intersyriennes avait suscité une controverse. La Russie a estimé qu'aucune négociation ne pourrait donner de résultats sans eux, tandis que la Turquie a jugé leur présence inacceptable.

Le PYD est en pointe dans la lutte contre le groupe terroriste Daesh dans le nord de la Syrie, mais il est considéré par Ankara comme une émanation du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), interdit en

Turquie et classé organisation terroriste par la Turquie.

Les Etats-Unis soutiennent le bras armé du Conseil démocratique syrien (CDS), alliance d'opposants arabes et du PYD, dans sa lutte contre Daesh.

Le processus de Genève a été lancé vendredi soir lors d'une «réunion préparatoire» entre l'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura et des représentants du gouvernement syrien. Les négociations sont prévues pour durer six mois et doivent se dérouler de manière indirecte, c'est-à-dire que les différentes délégations seront dans des pièces distinctes et que des émissaires feront la navette.

La résolution 2254 de l'ONU, adoptée en décembre, qui fixe un cadre aux négociations, demande l'accès aux populations assiégées et l'arrêt des attaques contre les civils. Elle pose ensuite comme objectif la conclusion de cessez-le feu, la mise en place d'une autorité de transition et des élections d'ici mi-2017.

«Nous sommes au devant de négociations difficiles, il y aura des déceptions», a estimé samedi le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier.

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov et son homologue américain John Kerry ont convenu lors d'un entretien téléphonique samedi «d'évaluer les progrès» le 11 février des discussions intersyriennes lors d'une rencontre à Munich, en Allemagne, selon un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères.

L'enjeu des discussions est d'enclencher un processus pour mettre fin au conflit qui a fait plus de 260.000 morts et forcé des millions de Syriens à quitter leur domicile depuis mars 2011.